Actualités sociales

Numéro **31** Année 22 semaine 38 2004

Publication hebdomadaire, ne paraît pas les semaines 22, 27 à 30, 33, 46 et 52 Bureau de dépôt 2800 Mechelen 1 P2A9383

contenu

L'élargissement de l'Union européenne : quelques aspects socio-juridiques 1

L'élargissement de l'Union européenne : quelques aspects socio-juridiques Situation au 1er juillet 2004

Stefan NERINCKX avocat-associé Lawfort et professeur invité à l'EHSAL

Laurence DEBART avocat Lawfort

Depuis le 1er mai 2004, les républiques chypriote, tchèque, lettonne, estonienne, hongroise, lituanienne, maltaise, polonaise, slovaque et slovène font partie de l'Union européenne. Depuis cette date, certains aspects socio-juridiques en matière d'occupation internationale ont été modifiés entre les 15 anciens Etats membres (et la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande) et les 10 nouveaux Etats membres de l'Union européenne.

Les aspects fiscaux de cette problématique seront étudiés dans le prochain numéro.

La libre circulation des personnes et des travailleurs

En principe, la libre circulation des personnes est effective depuis le 1er mai 2004 pour les ressortissants des anciens Etats membres et des nouveaux Etats membres. Il a toutefois été prévu des mesures transitoires en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous développons ci-dessous les mesures transitoires les plus importantes.

Mesures transitoires

Des mesures transitoires existent pour la libre circulation des travailleurs.

deux premières années

Les deux premières années suivant l'adhésion des nouveaux Etats membres à l'UE, l'accès au marché du travail des nouveaux Etats membres sera principalement régi par les réglementations nationales. Certains Etats membres ont indiqué qu'ils ouvriraient entièrement leur marché du travail aux nouveaux Etats membres (et vice versa). D'autres Etats membres ont adopté une politique plus restrictive qui variera en fonction du nouvel Etat membre concerné. Il convient de noter que les mesures sont basées sur le principe de *réciprocité*. Remarquez également que les Etats membres ne peuvent rendre l'accès des travailleurs des nouveaux Etats membres à leur marché du travail plus restrictif qu'au 16 avril 2003, jour de signature du traité d'adhésion.

prestations de service

En matière de prestation de services dans les anciens Etats membres par des entreprises établies dans des nouveaux Etats membres (et vice versa), des mesures transitoires existent uniquement pour l'Allemagne et l'Autriche. Dans le cadre d'une prestation de services, une société preste avec ses travailleurs des services rémunérés dans un autre Etat membre. La nature des activités peut varier. Il peut s'agir d'activités industrielles, commerciales, artisanales ou de professions libérales.

Du 1er mai 2004 au 30 avril 2006

En Belgique, l'arrêté royal du 9 juin 1999¹ a été adapté afin d'introduire dans la législation belge des mesures transitoires en matière d'occupation de travailleurs étrangers sur le territoire belge.

principe

L'arrêté royal du 12 avril 2004 modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 préconise que les dispenses² pour les ressortissants d'un Etat membre de l'EEE (les 25 Etats membres de l'Union Européenne plus la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande) ou les ressortissants étrangers en possession d'un titre d'établissement ou admis au séjour illimité en Belgique, ne sont pas d'application aux ressortissants tchèques, lettons, estoniens, hongrois, lituaniens, polonais, slovaques et slovènes.

exceptions

L'arrêté royal du 12 avril 2004 prévoit néanmoins quelques exceptions. Il s'agit entre autres de la dispense accordée aux ressortissants des nouveaux Etats membres qui sont en possession d'un titre d'établissement avant le 1er mai 2004 ou qui, avant cette date, ont été autorisés ou admis à séjourner de façon illimitée sur le territoire belge. Sont aussi dispensées les personnes qui, à partir du 1er mai 2004, (a) obtiennent un titre d'établissement sur une autre base que le fait d'être ressortissants d'un Etat membre ou (b) sont autorisées ou admises au séjour illimité³.

membres de la famille

Les membres de la famille du travailleur ne sont pas non plus dispensés d'être en possession d'un permis de travail et leur employeur d'une autorisation d'occuper des travailleurs étrangers. Certaines catégories de membres de la famille peuvent néanmoins obtenir plus facilement le droit de travailler sur le territoire belge s'ils y séjournent légalement. Ainsi, le conjoint et les enfants du travailleur pourront, à certaines conditions, recevoir un permis de travail (et leur employeur une autorisation de les occuper) sans que les autorités belges tiennent compte pour l'octroi de celui-ci de la situation du marché de l'emploi, ni qu'il faille produire un certificat médical et un contrat de travail standard prévu dans l'annexe 1 de l'arrêté royal du 9 juin 1999.

travailleurs hautement qualifiés

La réglementation belge prévoyait déjà une réglementation particulière pour l'occupation de travailleurs hautement qualifiés des nouveaux Etats membres. Pour ces derniers, la limite d'occupation sur le territoire belge de maximum 2 fois 4 ans n'était déjà plus d'application (s'ils n'étaient pas détachés sur le territoire belge). Cette disposition n'aura toutefois aucun impact étant donné que les mesures transitoires ne pourront être appliquées que pendant une période maximale de 7 ans (voir ci-dessous).

A partir du 1er mai 2006

maximum 3 années supplémentaires

À la fin des deux premières années, soit après le 1er mai 2006, un rapport sera élaboré, sur la base duquel sera examiné le fonctionnement des mesures transitoires. Chaque Etat membre devra également communiquer officiellement à la Commission son intention de poursuivre l'application des mesures nationales pour un maximum de 3 années supplémentaires (de sorte que les travailleurs auront toujours besoin d'un permis de travail) ou bien son intention d'appliquer la réglementation relative à la libre circulation totale des travailleurs.

7 ans grand maximum

En principe, les mesures transitoires expirent 5 ans après l'adhésion. Chaque Etat membre peut toutefois demander à la Commission de poursuivre l'application des mesures nationales pour une nouvelle période de 2 ans s'il subit ou risque de subir une perturbation grave de son marché du travail. Les mesures transitoires ne peuvent toutefois pas dépasser une période de 7 ans.

Libre prestation de services

Par conséquent, une entreprise établie sur le territoire d'un état de l'Espace Economique Européen (ci-après EEE) peut venir rendre des services sur le territoire belge avec des travailleurs des nouveaux Etats membres, sans que cet employeur soit en possession d'une autorisation d'occuper du personnel étranger sur le territoire belge,

¹ Arrêté royal du 9 juin 1999, *M.B.*, 26 juin 1999 étant modifié par l'arrêté royal du 6 février 2003, *M.B.*, 27 février 2003 et par l'arrêté royal du 12 avril 2004, *M.B.*, 21 avril 2004.

² Dispense d'être en possession d'un permis de travail ou d'une autorisation d'occuper des travailleurs de nationalité étrangère sur le territoire belge.

³ L'arrêté royal du 9 juin 1999 prévoit d'autres dispenses – cf. l'article 38ter § 3

ni le travailleur en possession d'un permis de travail. La législation belge prévoit cependant que les travailleurs devront être légalement occupés dans l'Etat membre où ils séjournent et que cette autorisation d'occupation doit au moins être valable pendant toute la durée de la prestation à accomplir en Belgique.

Les ressortissants de la République de Malte et de Chypre

clause de sauvegarde

Il n'y a pas de mesures transitoires en ce qui concerne Chypre et Malte. Malte a toutefois fait reprendre une «clause de sauvegarde» dans les annexes à l'acte d'adhésion. En application de cette clause, si un des Etats membres actuels n'applique plus de dispositions nationales et applique la réglementation communautaire de libre circulation complète des travailleurs (pour Malte à partir du 1er mai 2004 et pour les autres Etats en principe deux ans après l'adhésion), Malte pourra néanmoins introduire, moyennant l'autorisation de la Commission, de nouvelles restrictions dans l'hypothèse où elle serait confrontée ou courrait le risque d'être confrontée à des problèmes graves sur son marché du travail.

Résumé

Etat de départ	Etat d'accueil	Résultat libre circulation des travailleurs
Ressortissants anciens Etats membres ¹	Anciens Etats membres	Libre circulation des travailleurs
Ressortissants des anciens Etats membres	Nouveaux Etats membres	Possibles mesures transitoires en vertu de la législation nationale (maximum 7 ans) sur base du principe de réciprocité – sauf Chypre et Malte
Ressortissants des nouveaux Etats membres	Anciens Etats membres	Possibles mesures transitoires en vertu de la législation nationale (maximum 7 ans) sur base du principe de réciprocité – sauf Chypre et Malte
Ressortissants des nouveaux Etats membres	Nouveaux Etats membres	Libre circulation des travailleurs - des «clauses de sauvegarde» peuvent être appliquées sauf avec Chypre
Prestation de services par une société établie dans un ancien Etat membre avec du personnel ayant la nationalité de cet Etat ou d'un autre nouvel Etat membre	Nouveaux Etats membres	Libre prestation des services (vérifier les réglementations internes de chaque Etat pour d'éventuelles conditions supplémentaires)
Prestation de services par une société établie dans un nouvel Etat membre avec du personnel ayant la nationalité de cet Etat	Prestation de services dans un ancien Etat membre	Libre prestation des services (à l'exception de l'Autriche et de l'Allemagne pour certains secteurs économiques + vérifier les réglementations internes de chaque Etat pour d'éventuelles conditions supplémentaires) Libre prestation en Belgique : les travailleurs devront être légalement occupés dans l'Etat membre où ils séjournent et cette autorisation d'occupation devra être au moins valable pour la durée de la prestation à accomplir en Belgique

¹ Les 15 anciens Etats membres de l'Union Européenne, la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande.

Prestation avec des ressortissants d'un Etat tiers occupés par une société établie dans un nouvel Etat membre	Prestation dans un ancien Etat membre	Libre prestation des services. Néanmoins l'Etat membre peut imposer des conditions particulières (<i>cf.</i> jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes) Dans le cadre d'une prestation de service en Belgique, les travailleurs pourront être dispensés d'être en possession d'un permis de travail à condition que ces travailleurs: <ul style="list-style-type: none"> ▪ disposent dans l'Etat membre de l'Espace Economique Européen de leur résidence, d'un droit ou d'une autorisation de séjour supérieur à trois mois; ▪ soient légalement autorisés à travailler dans l'Etat membre de leur résidence et que cette autorisation soit au moins valable pour la durée de la prestation à accomplir en Belgique; ▪ soient titulaires d'un contrat de travail régulier; ▪ soient au service de l'entreprise depuis au moins six mois sans interruption; ▪ disposent, afin de garantir leur retour dans leur pays d'origine ou de résidence, d'un passeport et d'un titre de séjour valable jusqu'au terme de la prestation augmenté d'une période de trois mois.
Prestation de services par une société établie dans un nouvel Etat membre avec du personnel ayant la nationalité de cet Etat ou d'un autre nouvel Etat membre	Prestation de services dans un nouvel Etat membre	Libre prestation des services (des dispositions transitoires peuvent être d'application)
Prestation avec des ressortissants d'un Etat tiers occupés par une société établie dans un ancien Etat membre	Prestations de services dans le nouvel Etat membre	Libre prestation de services. Néanmoins l'Etat membre peut imposer des conditions particulières (<i>cf.</i> ci-dessus – Cour de Justice des Communautés Européennes)

Le séjour sur le territoire

Notons d'abord que le territoire de Schengen n'est pas étendu au territoire des nouveaux Etats membres. Ceci aura lieu à un stade ultérieur (pas plus tôt qu'en 2005 pour certains Etats).

résidence

La résidence sur le territoire belge des ressortissants des pays ayant adhéré à l'Union européenne est notamment régie par les dispositions de la loi du 15 décembre 1980¹ et l'arrêté royal du 8 octobre 1981, modifié à cette occasion par l'arrêté royal du 25 avril 2004² et la circulaire ministérielle du 30 avril 2004³.

¹ Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *M.B.*, 31 décembre 1980.

² Arrêté royal du 25 avril 2004 modifiant l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *M.B.*, 17 mai 2004.

³ Circulaire ministérielle du 30 avril 2004, *M.B.*, 17 mai 2004.

voyager

Les ressortissants des Etats ayant adhéré à l'Union européenne peuvent voyager sur le territoire des autres Etats membres en étant en possession d'une carte d'identité nationale ou d'un passeport. Ils doivent se présenter aux autorités de la commune où ils séjournent pour un séjour de moins de trois mois (sauf dans le cas d'un séjour à l'hôtel).

séjour en Belgique de plus de 3 mois

Le ressortissant étranger devra pour un séjour en Belgique de plus de trois mois être en possession d'une autorisation de séjour provisoire délivrée par l'ambassade/consulat du pays de l'Etat de résidence et devra se présenter auprès des autorités communales du lieu de résidence en Belgique.

Les ressortissants de nationalité chypriote ou maltaise pourront séjourner en Belgique comme ressortissants de l'Union européenne, sans qu'une mesure transitoire leur soit d'application. Les ressortissants des nouveaux Etats membres occupés en Belgique dans le cadre d'une prestation de service pour le compte d'une société établie sur le territoire de l'EEE, devront être en possession (a) d'un titre indiquant leur occupation dans le cadre d'une prestation de services (par exemple le contrat de prestation de services), (b) du formulaire E101/102 (document de sécurité sociale délivré dans le cadre d'un détachement) et éventuellement (c) d'un permis de travail délivré par les autorités de l'Etat de provenance.

Nous n'élaborons pas ici les modalités de résidence sur le territoire belge des membres de la famille du travailleur.

Sécurité sociale**règlements**

Les Règlements européens 1408/71¹ et 574/72² (règlement d'exécution) coordonnent actuellement les divers systèmes de sécurité sociale. Ils garantissent en principe l'absence de double assujettissement en matière de sécurité sociale aux travailleurs migrants sur le territoire de l'EEE (les 25 États membres et la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande) et entre les 15 anciens Etats membres de l'Union Européenne et la Suisse (ainsi qu'entre la Suisse et la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande). Sans garantir l'harmonisation des différents systèmes, ces règlements les connectent en matière de protection (malgré la largeur de la définition, toute la protection sociale n'est pas incluse) et de prestations sociales (par exemple, prise en compte de périodes d'assurance ou équivalentes accomplies sous la législation d'un autre État membre).

champ d'application

Ces Règlements s'appliquent aux citoyens de l'EEE auxquels la législation d'un des Etats membres de l'EEE est ou a été d'application, qu'ils soient salariés, indépendants ou étudiants³. Ces personnes doivent être ou avoir été assujetties aux régimes légaux de sécurité sociale. Ainsi, en principe, si un ressortissant de l'EEE se trouve dans une situation d'occupation internationale sur le territoire de l'EEE, les règlements européens 1408/71 et 574/72 lui sont applicables. Depuis le 1er mai 2004, les dispositions en matière de sécurité sociale figurant dans les règlements de coordination 1408/71 et 574/72 sont applicables entre les 15 anciens et les 10 nouveaux Etats membres de l'UE. Elles sont également d'application en cas d'occupation internationale entre les nouveaux Etats membres et la Norvège, l'Islande, et le Liechtenstein, à savoir les Etats membres de l'AELE, à l'exception de la Suisse. Par ailleurs, depuis le 1er juillet 2003, les Règlements s'appliquent également aux citoyens de pays tiers, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants, en cas d'occupation avec des aspects transfrontaliers sur le territoire d'Etats membres de l'UE (à l'exception du Danemark). Depuis le 1er mai 2004, ceci inclut le territoire des nouveaux Etats membres. Il convient néanmoins que ces personnes ne séjournent pas illégalement dans un des États membres de l'UE ni qu'ils se trouvent dans une situation dont tous les éléments se rattachent à la sphère interne d'un seul

¹ Règlement n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, *J.O. L.*, 5 juillet 1971. Nous ne nous attardons pas aux dispositions du Règlement 883/2004 du Parlement et du Conseil portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale du 29 avril 2004, *J.O.*, L 30 avril 2004

² Règlement n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement CEE n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, *J.O.L.*, 27 mars 1972.

³ Ces règlements s'appliquent aussi aux réfugiés et apatrides résidant sur le territoire d'un des Etats membres.

Etat membre.

Dans la relation entre la Suisse et les 15 anciens Etats membres, les règlements sont également applicables réciproquement aux ressortissants des Etats concernés à partir du 1er juin 2002. Le même principe s'applique aux ressortissants des Etats membres respectivement impliqués dans une situation de travail internationale entre la Suisse, d'une part, et la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, d'autre part.

Règlement européen 1408/71 – quelle est la loi applicable – quelques exemples

Etat A : faits et situation en matière de sécurité sociale avant le 1er mai 2004	Etat B : faits et situation en matière de sécurité sociale avant le 1er mai 2004	Situation en matière de sécurité sociale depuis le 1er mai 2004
TRANSFERT¹		
Soumis au régime de sécurité sociale sur base d'occupation sur le territoire d'un ancien Etat membre (employé ou indépendant) avant transfert	Occupation dans un nouvel Etat membre; nouvel assujettissement au régime de sécurité sociale de l'Etat d'accueil (nouvel Etat membre) vers où le travailleur a été transféré	Assujettissement au régime de sécurité sociale du nouvel Etat membre
Soumis au régime de sécurité sociale sur base d'occupation sur le territoire d'un nouvel Etat membre (employé ou indépendant) avant transfert	Occupation dans un ancien Etat membre; nouvel assujettissement au régime de sécurité sociale de l'Etat d'accueil (ancien Etat membre) vers où le travailleur a été transféré	Soumission au régime de sécurité sociale de l'ancien Etat membre
OCCUPATION SIMULTANEE²		
Assujettissement dans un ancien Etat membre sur la base de la réglementation interne -sécurité sociale pour travailleur salarié- (et le cas échéant à concurrence des activités effectuées sur ce territoire)	Non assujettissement dans le nouvel Etat membre (réglementation interne)	Assujettissement au régime de l'Etat de résidence (du travailleur) ou du siège de la société pour l'entièreté des activités effectuées sur le territoire des Etats A et B
Assujettissement au régime d'un ancien Etat membre sur la base de la réglementation interne ou d'un traité bilatéral en matière de sécurité sociale -régime de sécurité sociale pour travailleur salarié- (et le cas échéant à concurrence des activités effectuées sur ce territoire)	Assujettissement simultané dans le nouvel Etat membre sur la base de la réglementation interne ou d'un traité bilatéral en matière de sécurité sociale -au régime de sécurité sociale pour travailleur salarié- (et le cas échéant à concurrence des activités effectuées sur ce territoire)	Assujettissement au régime de l'Etat de résidence (du salarié) ou du siège de l'entreprise pour l'entièreté des activités effectuées sur le territoire des Etats A et B

¹ La notion de «transfert» implique que l'employé est envoyé de façon permanente ou pour une longue durée à l'étranger; la relation d'emploi avec l'employeur initial est suspendue ou terminée. Un nouveau contrat de travail est conclu avec l'employeur dans le pays d'accueil.

² L'employé effectue des prestations de travail sur le territoire d'au moins deux Etats membres, que ce soit pour un ou plusieurs employeurs.

Assujettissement dans un ancien Etat membre sur la base de la réglementation interne ou d'un traité bilatéral en matière de sécurité sociale -régime de sécurité sociale pour travailleur salarié- (et le cas échéant à concurrence des activités effectuées sur ce territoire)	Assujettissement ou non dans le nouvel Etat membre sur la base de la législation interne ou d'un traité bilatéral en matière de sécurité sociale -statut d'indépendant- (et le cas échéant à concurrence des activités effectuées sur ce territoire)	Assujettissement au statut d'indépendant à Chypre, à Malte, en République tchèque, en Estonie et en Slovaquie (pour autant que cet assujettissement offre une couverture sociale additionnelle ¹) et au régime de salarié de l'ancien Etat membre. En ce qui concerne l'activité comme travailleur indépendant exercée sur le territoire des autres nouveaux Etats membres, celle-ci sera soumise à la réglementation de l'Etat où est exercée l'activité comme travailleur salarié
Assujettissement en Belgique sur la base de l'occupation sur ce territoire et de la réglementation interne ou d'un traité bilatéral en matière de sécurité sociale -statut d'indépendant- (et le cas échéant à concurrence des activités effectuées en Belgique)	Assujettissement ou non dans le nouvel Etat membre sur la base de la législation interne ou d'un traité bilatéral en matière de sécurité sociale -sécurité sociale pour travailleur salarié- (et le cas échéant à concurrence des activités effectuées sur ce territoire)	Assujettissement au régime de l'Etat où les prestations en tant que salarié sont prestées ou de l'Etat de résidence (du travailleur salarié)/siège de la société si des activités comme travailleur salarié sont effectuées dans plus d'un Etat membre + en Belgique pour la sécurité sociale des travailleurs indépendants (pour autant que cet assujettissement offre une protection sociale additionnelle)
DETACHEMENT²		
Soumis au régime de sécurité sociale d'un ancien Etat membre ³	Assujettissement/non assujettissement au régime de sécurité sociale de l'Etat d'accueil	Possibilité d'un détachement sur la base du règlement européen 1408/71 – article 14 et suivants; assujettissement à la sécurité sociale du pays de détachement (départ)
Détachement initialement octroyé sur base d'un traité bilatéral conclu entre les Etats concernés ou autres	Non assujettissement au régime de sécurité sociale de l'Etat d'accueil	Possibilité de prolongement du détachement sur la base du règlement européen 1408/71 – article 17; assujettissement au régime de sécurité sociale du pays de départ (en principe pour un maximum de 5 ans)

¹ Il convient aussi de vérifier pour quelles activités cette règle est d'application (annexe VII du Règlement européen 1408/71.

² Détachement = l'employé est envoyé pour une courte ou longue durée à l'étranger; l'employé reste lié avec son contrat de travail initial – employeur initial.

³ Sur la base de la législation interne; en Belgique sur la base des dispositions de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, *M.B.*, 8 janvier 1964 (un détachement sur la base de 6 mois, avec prolongement possible de 6 mois)

Dispositions transitoires si assujettissement à l'OSSOM en Belgique ou à la sécurité sociale pour travailleurs salariés (ONSS) au cours du détachement vers le nouvel Etat membre, avant l'accession à l'UE	Assujettissement/non assujettissement au régime de sécurité sociale de l'Etat d'accueil	Possibilité d'assujettissement prolongé à la sécurité sociale belge pour salariés (ONSS) au cours du détachement et demande d'application des articles 14 et 17 du règlement européen 1408/71.
---	---	--

Droit applicable

Le droit interne de chaque pays déterminera les règles désignant le droit applicable en cas d'occupation internationale.

Convention de Rome

La Convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles déterminera le droit applicable en cas de litiges relatifs à des obligations contractuelles dans le cadre d'une occupation internationale, lorsqu'un choix doit être fait concernant l'application de divers systèmes juridiques. La Convention, entrée en vigueur le 1er juin 1991, jouit d'un caractère universel. Ceci signifie qu'elle doit être appliquée dès qu'un juge compétent dans un Etat contractant doit trancher un litige à caractère international relatif à une obligation contractuelle. Elle s'applique même si un contrat n'a aucun lien de rattachement avec l'un des Etats contractants. Elle a été intégrée dans l'ordre juridique belge par la loi du 14 juillet 1987 (applicable à partir du 1er janvier 1988). Cette loi qui reprend intégralement les dispositions de la convention est applicable aux contrats (de travail) conclus depuis le 1er janvier 1988. Les dispositions de la Convention ne seront en principe pas applicables dans la majorité des nouveaux Etats membres (sauf Chypre), étant donné qu'aucun de ces Etats n'est un Etat contractant.

Indiquons également que les dispositions de la Directive 96/71 du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services, doivent être transposées dans l'ordre juridique interne des nouveaux Etats membres. Aucun n'a exprimé de réserve concernant cette transposition (sauf pour certains articles dans la relation avec l'Allemagne et l'Autriche). En cas de détachement vers un nouvel Etat membre, il sera dès lors tenu compte des dispositions de la transposition nationale de la Directive. Notons aussi qu'il faudra tenir compte de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes.

colophon

Coordination: Marie-Charlotte Croonenberghs. **Actualités sociales** est une publication des Editions Kluwer. La rédaction veille toujours à la fiabilité des informations publiées, lesquelles ne sauraient toutefois engager sa responsabilité. **Editeur responsable:** Daniel Lefebvre, Avenue Louise 326 boîte 56, B-1050 Bruxelles. **Service clientèle:** tél. 0800 168 68 (appel gratuit), fax 02 300 30 03, e-mail: customer@editionskluwer.be, url: www.editionskluwer.be. © 2004 Wolters Kluwer Belgique. Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.